

tario qui paiera les \$35,000,000, oh! non, ceux qui agitent le drapeau diront que ces \$35,000,000 sont seulement une expression chaleureuse de notre dévouement à l'empire, c'est seulement le commencement de ce que nous allons faire, nous formulerons plus tard un programme permanent qui réjouira nos cœurs et nos esprits. Naturellement, ils ne disent pas ce que sera ce programme, mais ils citent les discours de nos adversaires pour prouver ce qu'ils avancent.

J'ai été surpris d'entendre, hier soir, l'honorable député de Calgary parler des appels régionalistes qui ont été formulés, assure-t-il, par quelques libéraux, étant donné le passé qu'ont nos adversaires sur ce point, pendant qu'ils préparent maintenant les moyens de recommencer les appels qu'ils ont faits à la veille des dernières élections. Ils ont eu une politique pour Québec et une autre pour Ontario, lors de la dernière campagne électorale. Le manifeste qui a été publié par le premier ministre lui-même a été conçu dans des termes différents, suivant qu'il était destiné à la province de Québec ou aux autres provinces. Les journaux de Montréal ont publié des paroles qui n'ont pas paru dans le manifeste général, connu sous le nom de programme d'Halifax. Dans son manifeste général au peuple du Canada, M. Borden, parlant de la question navale, a dit:

Depuis la dernière élection, le Gouvernement a conçu un autre programme relativement aux affaires navales et qui a une importance considérable. Le programme adopté n'a pas été discuté par le peuple durant cette élection et il porte les marques d'un plan mal étudié et adopté à la hâte.

Le projet du Gouvernement a en vue la création d'une force navale qui sera absolument inutile en temps de guerre et par conséquent d'aucun bénéfice pratique pour le Canada ou pour l'empire.

Le nouveau programme tel qu'il fut publié dans la "Gazette" de Montréal, c'est-à-dire le programme destiné à être répandu dans Québec, contenait le passage que je viens de citer et en plus les mots suivants:

Suivant moi, notre devoir envers l'empire ne peut pas être proprement ou efficacement rempli par une mesure de ce genre... Cela coûtera d'immenses sommes d'argent pour construire, équiper et maintenir une telle flotte. En temps de guerre il en résultera probablement un sacrifice inutile de beaucoup de vies et cela n'ajoutera pas un iota à la puissance de l'empire sur mer. Plus on l'étudie plus il est évident que tout le programme naval du Gouvernement est une erreur malheureuse.

Vous constaterez que dans le programme d'Halifax il n'y avait pas ces mots que je citerai encore:

M. CHISHOLM (Antigonish).

Plus on l'étudie, plus il est évident que tout le programme naval du Gouvernement est une erreur malheureuse.

Je demande pourquoi le passage relatif au sacrifice des existences a été introduit? Ceux qui savent les appels incendiaires auxquels se sont livrés les nationalistes, les alliés des conservateurs dans la province de Québec, pourront répondre à cette question. Permettez-moi de dire que les discours de nos adversaires et les arguments qu'ils emploient dans leurs journaux, indiquent clairement que cette question navale leur sert comme tremplin électoral et qu'on emploie dans une province des arguments dont on ne sert pas dans une autre. Je me souviens des paroles d'Artemus Ward qui dit: Vous pouvez tromper quelques personnes tout le temps, vous pouvez tromper tout le monde pendant quelque temps, mais vous ne pouvez pas tromper tout le monde tout le temps.

L'appel fait par le parti conservateur en 1911 est trop récent dans les esprits pour que ce jeu puisse réussir une seconde fois. La duplicité et la fausseté de la dernière campagne sont encore trop présentes dans les souvenirs pour qu'on puisse le permettre de nouveau.

J'ai dit qu'il n'y avait pas urgence, ni péril imminent. C'est malheureux que nous ne puissions pas nous en tirer sans dépenses pour des armements sur terre et sur mer. En mon nom et au nom de mes électeurs, je dirai que tout en étant dévoués et loyaux à l'empire, s'ils pensaient un seul instant que l'Angleterre fût en danger, ils consentiraient des deux mains à toute cette dépense, ils seraient prêts à ce que le Canada fasse tous les sacrifices nécessaires; mais ils ne peuvent approuver qu'on envoie une pareille somme d'argent sans raison suffisante, et qui ne bénéficiera ni à l'Angleterre ni au Canada. Je dois dire que dans les conditions actuelles il est malheureux que nous ayons à dépenser tant d'argent pour des affaires militaires et navales.

Il est regrettable que nous ne puissions pas employer cet argent au développement du pays, quand on voit qu'une si petite proportion de notre revenu sert à encourager notre industrie fondamentale, l'agriculture; la situation est plus regrettable encore, quand on songe que des sommes aussi considérables sont dépensées, je dirai même gaspillées, pour des fins militaires. Cependant, au fur et à mesure que le pays croît et se développe, il est inévitable que nous ayons un budget de la milice et un budget de la marine. Ce sont des maux nécessaires qu'il nous faut supporter. Les pères de la Confédération avaient prévu la chose, puisque l'acte de l'Amérique britannique du Nord pourvoit à la défense militaire et navale du pays. La première loi de milice fut votée en 1868, pendant que